

GOUVERNEMENT ET DIRECTION : DES ELEMENTS DE LANGAGE PEU CONVAINCANTS.



La mobilisation du 19 septembre a permis une rencontre avec Élisabeth Borne, Ministre de la transition écologique et solidaire et Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF. Que devient le projet Hercule ?

LA REORGANISATION DU GROUPE ET LE PROJET HERCULE, REPORTÉS, DEMEURENT D'ACTUALITE

Contraints par la mobilisation exceptionnelle du 19 septembre Elisabeth Borne et Jean-Bernard Lévy ont dû recevoir les organisations syndicales. Ces rencontres ont permis que le plafonnement de l'ARENH, ne soit pas relevé à 150 TWh dans l'immédiat. En revanche, le président d'EDF refuse de suspendre et encore moins de retirer le projet Hercule. **L'intersyndicale poursuit sa mobilisation avec une deuxième journée d'action nationale le 17 octobre pour assurer l'avenir d'EDF intégrée et du service public de l'énergie.**

LES DIRECTIONS INQUIETES, TENTENT D'APAISER LES CRAINTES DES SALARIE.E.S

Très inquiètes que le projet ne remporte pas l'adhésion de l'encadrement, et déstabilisées par sa mobilisation le 19 septembre, les directions tentent par le biais de questions/réponses et nouveaux éléments de langage de rassurer les salarié.e.s. Mais leurs arguments restent plus que discutables.

LA DETTE SERAIT UN PROBLEME... OUI SI LE PROJET HERCULE ETAIT MIS EN ŒUVRE

La dette actuelle résulte d'années trop généreuses en dividendes pour les actionnaires : plus de 22 milliards d'euros depuis 2004. L'État, actionnaire majoritaire, s'est servi plus que de raison. Toutefois, pas plus aujourd'hui qu'hier, la dette n'est un problème. En effet, les investissements sont impératifs pour le maintien du parc de production et des réseaux pour préparer l'avenir énergétique. Ils sont indispensables à la transition énergétique pour lutter contre le réchauffement climatique et la précarité énergétique.

Rajoutons que de nombreux investissements d'EDF sont à très long terme : plus de 60 ans de fonctionnement pour les futurs EPR, plus d'une centaine d'années pour un barrage hydraulique. Il est donc aberrant d'imposer à l'entreprise des ratios financiers de court terme applicables à des outils industriels dont la durée de vie ne dépasse pas 20 ans.



UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir



ufict@ufict.fnme-cgt.fr

<http://www.ufictfnme.fr>

L'ARENH : REFORME POUR UNE REGULATION PLUS JUSTE ET EQUITABLE ?

Depuis 2010 avec la loi NOME que la CGT n'a eu de cesse de dénoncer, l'Accès Régulé à l'Énergie Nucléaire Historique est une des explications de la dette actuelle. Elle oblige EDF à céder 100 TWh à 42 €/MWh, soit un quart de sa production nucléaire. En enrichissant les concurrents sans qu'ils investissent le moindre € dans la production d'électricité, EDF et les salarié.e.s sont **spoliés**.

Sous la pression des concurrents, le volume de l'ARENH a été relevé à 150 TWh dans la loi climat-énergie récemment votée au parlement. Si les prix de marché continuent à être supérieurs à celui de l'ARENH (ce qui est le cas depuis 3 ans), le volume de 150 TWh ne suffira sans doute pas non plus les prochaines années. C'est une spirale infernale qui se met en marche : EDF devra-t-elle concéder toute sa production à terme ?

A priori, la Ministre de Tutelle abandonnerait cette évolution, mais pour combien de temps maintenant que c'est écrit dans la loi ? **Pour la CGT, ce dispositif doit être supprimé.**



Hercule, c'est l'explosion du modèle d'entreprise intégrée qui permet de réduire les risques. Le morcellement du groupe exposerait les futures structures aux aléas aussi bien techniques qu'économiques



QUID DU STATUT DES IEG ?

Le gouvernement ne demande aucune suppression du statut des IEG selon les Directions. C'est peut-être vrai mais... Il n'est pas nécessaire de supprimer le statut des IEG pour le rendre inefficace et moins protecteur pour les salariés : il suffit pour cela de le vider de sa substance. Depuis des années d'ailleurs, des dizaines de PERS ont été supprimées ou modifiées modifiant considérablement les acquis du statut.

Toutefois, au regard de ce qui s'est passé à Engie pour certaines filiales internationales pour ne prendre que cet exemple, nous pouvons nous interroger sur l'impact qu'Hercule aurait sur les acquis sociaux des salariés du Groupe EDF. Tarif agent, grille des salaires, activités sociales..., ce sont globalement nos garanties collectives qui pourraient « s'éteindre » plus ou moins vite.

Face à ce refus d'entendre les salariés, les organisations syndicales ont décidé de maintenir le rapport de force en faisant du 17 octobre une nouvelle journée de grève et d'actions partout dans le pays.

Malgré les efforts des directions, l'Ufict CGT reste persuadée qu'elles ne parviendront pas à convaincre du bienfondé de ce projet qui ne répond en rien aux enjeux énergétiques de demain.

**Le 17 octobre, par la grève,
montrons que nous ne sommes pas dupes.
D'autres alternatives sont possibles.
Exigeons un autre avenir pour le service public
en participant, nombreux, aux initiatives organisées
dans nos régions à partir du 10 octobre.**



UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir



ufict@ufict.fnme-cgt.fr

<http://www.ufictfnme.fr>